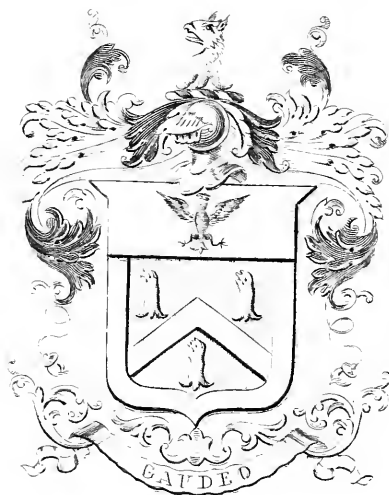




THE UNIVERSITY OF CHICAGO  
LIBRARY  
1857-1957  
CHICAGO, ILL.

A20c

36 photographs



John Carter Brown  
Library  
Brown University



The first part of the book is devoted to a description of the  
 various species of plants which are found in the  
 country. The author has been very particular in  
 his descriptions, and has given many interesting  
 details of their habits and properties. He has  
 also given a list of the medicinal plants which  
 are used in the country, and has described the  
 manner in which they are prepared and used.

The second part of the book is devoted to a description of the  
 various species of animals which are found in the  
 country. The author has been very particular in  
 his descriptions, and has given many interesting  
 details of their habits and properties. He has  
 also given a list of the medicinal animals which  
 are used in the country, and has described the  
 manner in which they are prepared and used.

The third part of the book is devoted to a description of the  
 various species of minerals which are found in the  
 country. The author has been very particular in  
 his descriptions, and has given many interesting  
 details of their habits and properties. He has  
 also given a list of the medicinal minerals which  
 are used in the country, and has described the  
 manner in which they are prepared and used.

21-2

# R E P O N S E

S U C C I N T E

DES DÉPUTÉS DE S. DOMINGUE,

A U M É M O I R E

DES COMMERÇANS DES PORTS DE MER,

*Distribué dans les Bureaux de l'ASSEMBLÉE  
NATIONALE, le 9 Octobre 1789.*

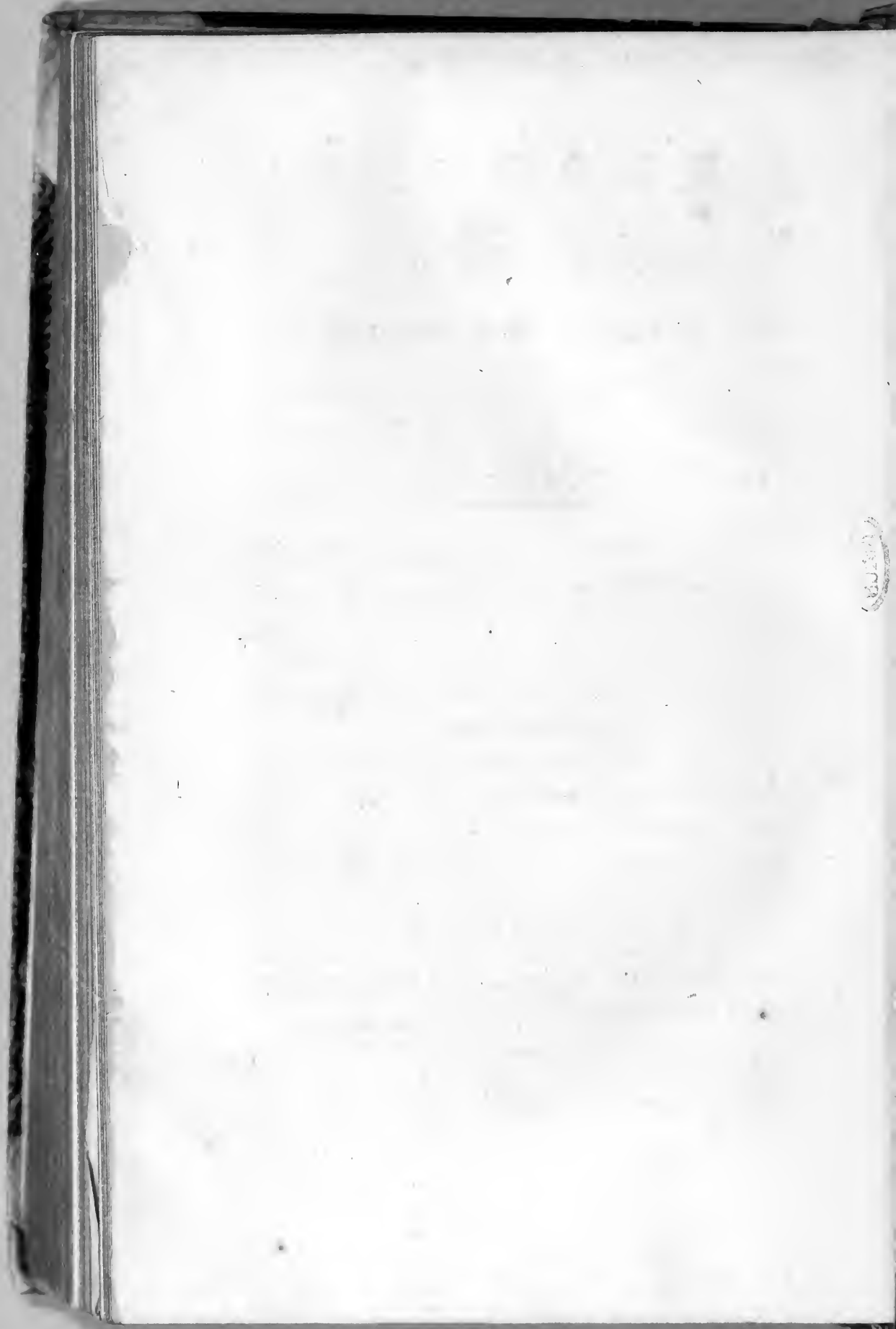
---

A V E R S A I L L E S ;

Chez BAUDOUIN, Imprimeur de l'ASSEMBLÉE  
NATIONALE, Avenue de Paris, N°. 62.

---

1 7 8 9.



100

R É P O N S E  
S U C C I N T E  
DES DÉPUTÉS DE S. DOMINGUE,  
A U M É M O I R E  
DES COMMERÇANS DES PORTS DE MER,  
*Distribué dans les Bureaux de l'ASSEMBLÉE  
NATIONALE, le 9 Octobre 1789.*

---

TOUTES les assertions contenues dans ce Mémoire sont aussi fausses que les calculs : nous le démontrerons lorsqu'il s'agira de juger l'affaire au fond ; il nous suffit de prouver, pour notre demande *provisoire*, que les Commerçans commettent de *grandes erreurs* lorsqu'ils disent :

1°. Que la consommation en farine pour les Colons de Saint-Domingue, n'est, année commune, que de 140 mille barils (1) ; puisque, par leur propre aveu, il est constaté que la fourniture des cinq dernières années est montée, l'une

---

(1) Y compris, selon le compte des Commerçans, 17 mille barils pour les Negres. Voyez folio 9, 10, 11 & 12 de leur mémoire.

Nous avons démontré qu'il en faudroit 4 cent mille barils pour les Negres. Voyez la motion de M. le Comte de Reynaud, folio 4.



4  
dans l'autre, à 150 *millé* barils. C'est donc dix mille barils qu'ils retranchent de notre subsistance en farine, pour prouver qu'ils ne nous en laissent pas manquer.

2°. Que le baril de farine pèse net, 180 livres; il doit en effet les peser: mais, par un calcul mieux entendu pour eux que pour nous, il ne pèse effectivement net, que 170 livres. C'est encore *dix livres* de farine par baril qu'ils nous enlèvent, & qu'ils portent cependant comme effectives sur le papier, pour faire cadrer leur compte avec celui de la consommation par eux prétendue (1).

3°. Que le pain ne coûte la livre, argent de France (1), année commune, prix moyen,

---

(1) Il est bon d'observer que de tout temps la farine pour les Troupes Coloniales a été envoyée de France, au compte du Roi, soit sur des frâtes de la Marine royale, ou sur des bâtimens marchands frétés à cet effet. Eh bien! pour multiplier l'approvisionnement de Saint-Domingue, dans cette disette extrême, l'Intendant n'a rien trouvé de mieux que de faire cesser, dès le mois de Janvier dernier, les envois ordinaires de France pour les Troupes, & d'en acheter sur les lieux; c'est encore *sept à huit mille* barils à diminuer sur l'approvisionnement que les Commerçans veulent bien fixer, à leur fantaisie, pour les Colons.

(1) Nous sommes chargés des intérêts des habitans des Villes comme de ceux des Planteurs qui se four-



que . . . . . 3 f. 2 den.  
 Et dans la plus grande rareté . . . . . 4 f. 2 den.

Le prix du pain varie , en effet , suivant celui des farines , & voici le tarif prescrit par les Ordonnances.

Lorsque le baril de farine se vend , dans le Commerce , de 75 à 90 liv. , le pain de 15 sols pèse . . . . . 24 onces.  
 De 90 à 105 liv. . . . . 21  
 De 105 à 120 , . . . . . 19  
 De 120 à 135 , . . . . . 17  
 De 135 à 150 , . . . . . 15

Le pain coûte donc , dans le temps de meilleur marché , 10 sols la livre , ce qui fait *argent de France* , . . . . . 7 f. 6 d. & actuellement que le baril vaut 150 liv.

& au-delà , il coûte 1 sol l'once , c'est-à-dire ; 10 f. 8 d.

Les Commerçans avancent encore un *faux* , lorsqu'ils prétendent qu'il n'en coûte à un Habitant riche , pour sa consommation en farines nationales , que 140 liv. de plus par an , que s'il la recevoit de l'Etranger.

Nous faisons un compte en gros , bien plus clair & exactement vrai.

Cent cinquante mille barils de farine françoise ;

---

nissent la plupart de pain pour leur table , chez les Boulangers , ainsi que les Nègres , lorsque lesdits Boulangers peuvent leur en vendre.

le baril de 75 liv. à 90 liv. , année commune , font ;  
à 82 liv. 10 s. le baril , . . . 12,375,000 liv.

Pareille quantité de farine étran-  
gère , de 40 à 45 liv. le baril , font ,  
par la moyenne proportionnelle ,  
42 liv. 10 sols , ci . . . . . 6,375,000

Donc il en coûte *de plus* à la  
Colonie , . . . , . . . . . 6,000,000

En employant ces 6 millions en forces exploitantes , c'est-à-dire , en mobilier de toute espèce nécessaire à la culture , il est incontestable que le produit en denrées coloniales augmenteroit à proportion.

Quant aux mortalités des Nègres , occasionnées par le manque de vivres , elles ne sont malheureusement que trop vraies ; & nous le prouverons lorsqu'il sera question de leur subsistance & de l'adoucissement de leur sort , qui nous occupe plus que tout le reste de nos maux , & plus encore *par humanité* que par intérêt.

A l'égard de l'objection contre l'introduction des farines dans tous les ports où il y a Amirauté , & le paiement *en denrées coloniales* , nous répondons que c'est précisément parce que nous sommes amis de l'ordre , & ennemis de la contrebande , que nous insistons sur ces deux permissions , sans quoi la contrebande est inévitable ; quand on la fait , on l'étend sur tous les objets , & l'état

perdra les droits de sortie sur les denrées coloniales, parce que les préposés, pour empêcher la contrebande, sont les premiers à la favoriser, lorsqu'ils voient qu'il n'y a pas d'autres moyens de procurer du *pain à ceux qui en manquent*.

Quant aux quatre moyens proposés par le commerce pour l'approvisionnement de la Colonie, il nous sera bien aisé de les combattre victorieusement.

Le premier consiste à *prêter aux Commerçans des Ports de mer plusieurs flûtes du Roi, pour aller chercher des farines aux États-Unis* (1).

Si les Commerçans sont de bonne-foi, qu'ils fassent ces expéditions *sans intérêt, sans commission, sans honoraires*; quel peut donc être leur but? celui de faire payer aux Colons la farine, le *double & le triple* de ce que la leur vendroient les Américains, vu les frais d'armement, de chargement, de déchargement, d'avaries, de magasinage & d'assurance.

Le deuxième moyen, d'accorder une prime de *cinq livres par baril aux navires Marchands expédiés pour nos Colonies, qui iroient toucher dans les ports des États-Unis, pour prendre des farines*, a le même but de faire payer aux Colons les farines, le *double* de leur valeur; de plus, celui d'y vendre une grande partie de leur cargaison,

---

(1) Voyez fol. 40 dudit Mémoire.

pour augmenter le prix de ce qu'il leur restera à vendre à *Saint-Domingue*, & encore celui d'occasionner à la Nation une dépense de 450,000 liv. pour les *primés* sur les quatre-vingt-dix mille barils qu'il faudroit au moins pour les Habitans & les Troupes pour *sept mois*, au lieu de 60,000, comme disent les Commerçans.

Attendu que ce n'est pas l'intérêt personnel, mais bien les besoins urgens qui dirigent les demandes des Députés de *Saint-Domingue*; ils ne doutent pas que la Colonie ne préférât de convertir ce droit de *prime* en droit d'entrées pour le compte du Trésor-Public; ainsi la Nation gagneroit 450,000 liv., au lieu de les perdre: mais l'Assemblée Nationale sentira aisément toute *l'injustice* qu'il y auroit à mettre des *droits sur les objets de première nécessité*.

Le troisième moyen n'est qu'illusoire. Quel est le Capitaine Américain qui, pour cent ou deux cens barils de farines qu'il veut vendre pour avoir du sucre ou du café, prendra des *lettres-de-change* à *un an de vue*, & deux mois pour la traversée en Europe, ce qui fait *quatorze mois* d'attente pour son remboursement? Quand tout cela seroit praticable, les Colons n'en payeroient pas moins la farine, le double de sa valeur, par toutes ces entraves & ces frais.

Le quatrième moyen seroit le moins déraisonnable, si la *difette* de grains ne régnoit pas en France ; mais cette difette est constatée de nouveau par le *Décret* que l'Assemblée Nationale vient de rendre pour renouveler ceux du 28 *Août* & 18 *Septembre* dernier, portant défense d'exporter des grains & farines à l'étranger. L'amendement proposé à ces *Décrets* par les Députés de Saint-Domingue, d'étendre cette *défense jusqu'aux Colonies*, est d'autant plus raisonnable, que cette défense existe de fait, puisque le Peuple de Bordeaux s'oppose à tout embarquement de farine, & que la Colonie est à portée de s'en procurer abondamment, & à bon marché, par les Etats-Unis.

Quant à la réflexion par laquelle les Commerçans finissent leur Mémoire (1), que les 240,000 *barils de farine qu'ils estiment suffisans* pour l'approvisionnement des Colonies, ne font pas un jour & demi de la substance de 26 millions d'hommes ; cette réflexion vient à l'appui des observations qu'a fait un de nos Collègues, qui a démontré évidemment que la Métropole n'a pas d'intérêt à faire le Commerce exclusif des farines avec les Colonies (2).

En effet, que la France ait de plus qu'il ne

---

(1) Voyez fol. 44 & 45 dudit Mémoire.

(2) Voy. f. 9 de la Motion de M. le Comte de Reynaud.

lui faut par an, pour un jour & demi de farine; ce mince approvisionnement ne peut lui nuire, & en s'en privant pour maintenir les Loix prohibitives, elle le rend fort onéreux aux Colons, puisqu'elle les met dans le cas de payer la farine, le *double* de sa valeur, & même d'en manquer, comme dans l'occurrence présente.

Les Commerçans veulent encore faire valoir cet approvisionnement forcé, souvent incomplet & jamais suffisant, comme un sacrifice fait à des frères, des amis, des François : le beau sacrifice ! de leur faire payer un objet de première nécessité, le *double* de ce qu'ils l'acheteroient de l'Etranger, qui leur en fourniroit à l'envi, & en tout temps, la quantité nécessaire pour leur subsistance & pour celle de leurs Nègres. *Auri sacra fames!*.....

Il nous reste à répondre, pour le moment, à un article de la lettre de M. de la Luzerne, à MM. les Commissaires du Comité d'Agriculture & de Commerce, en date du 24 du courant.

Ce Ministre parle toujours des trois ports d'entrepôt ouverts aux farines étrangères, comme suffisans; il dit même qu'il sera aisé d'ouvrir tous les ports d'Amirauté, si l'Assemblée Nationale le décide, mais il ne parle point de l'échange de ces farines en *denrées Coloniales* (1).

---

(1) Le Ministre de la Marine, en voulant donner

Nous avons prouvé précédemment que les trois ports d'entrepôts étoient insuffisans, que les quartiers éloignés étoient rançonnés par les Marchands à qui les Anglo - Américains étoient obligés de vendre les farines que les Habitans des Ports d'entrepôt n'avoient pu acheter; d'ailleurs que les Etrangers avoient cessé, avant la fin de Juin, leur importation de farines dans la Colonie, parce que ayant enlevé tout le numéraire, ils n'avoient plus aucun moyen d'emporter le produit de leurs cargaisons. Celui de lettres-de-change à un an, que

---

de la défaveur à la demande des Députés de Saint-Domingue, a écrit une grande vérité qui lui est entièrement favorable, lorsqu'il établit le principe que ce n'est que sur les lieux qu'on peut connoître la nature & l'étendu des besoins d'une Colonie, & que les Administrateurs ont le droit de rendre les Ordonnances provisoires que les circonstances exigent, &c. Ce Ministre est donc coupable d'avoir fait casser l'Ordonnance de M. du Chilleau, du 27 Mai dernier. Personne, mieux que ce Gouverneur, ne pouvoit juger impartialement la question, puisqu'il répond sur sa tête de ses opérations; il n'a agi que d'après le besoin bien constaté sous ses yeux par des procès-verbaux en règle, d'après l'avis des Chambre d'Agriculture & même des Commerçans.

En vain objecte-t-on que l'Intendant n'a pas signé cette Ordonnance. La Loi prescrit que dans les cas pressés où les Administrateurs seroient d'avis différent,



propose le Commerce, est *illusoire*, comme nous l'avons déjà démontré.

Les Anglo-Américains ne fréquenteront pas plus les autres ports de la Colonie où il y a Amiralité, que les trois ports d'entrepôts, tant qu'ils n'auront pas la liberté de se charger en denrées de la Colonie, pour la valeur de leurs farines.

L'Ordonnance du 29 Mai, dont M. de la Luzerne prétend que la Colonie doit jouir jusqu'au premier Octobre, ayant été cassée, & l'Arrêt ayant été mis, le 23 Juillet, dans les papiers publics, les Américains auront certainement cessé leurs Armemens aussitôt qu'ils auront été instruits de cette cassation (1).

*Les DÉPUTÉS de Saint-Domingue.*

---

celui du Gouverneur général prévaudra, & que l'Ordonnance résultante sera rendue & signée par les deux Administrateurs.

C'est donc par pure modération si M. le Marquis du Chilleau n'a pas exigé que l'Intendant se conformât à la Loi, l'Ordonnance alors auroit été signée par les deux Administrateurs, & les formes parfaitement remplies.

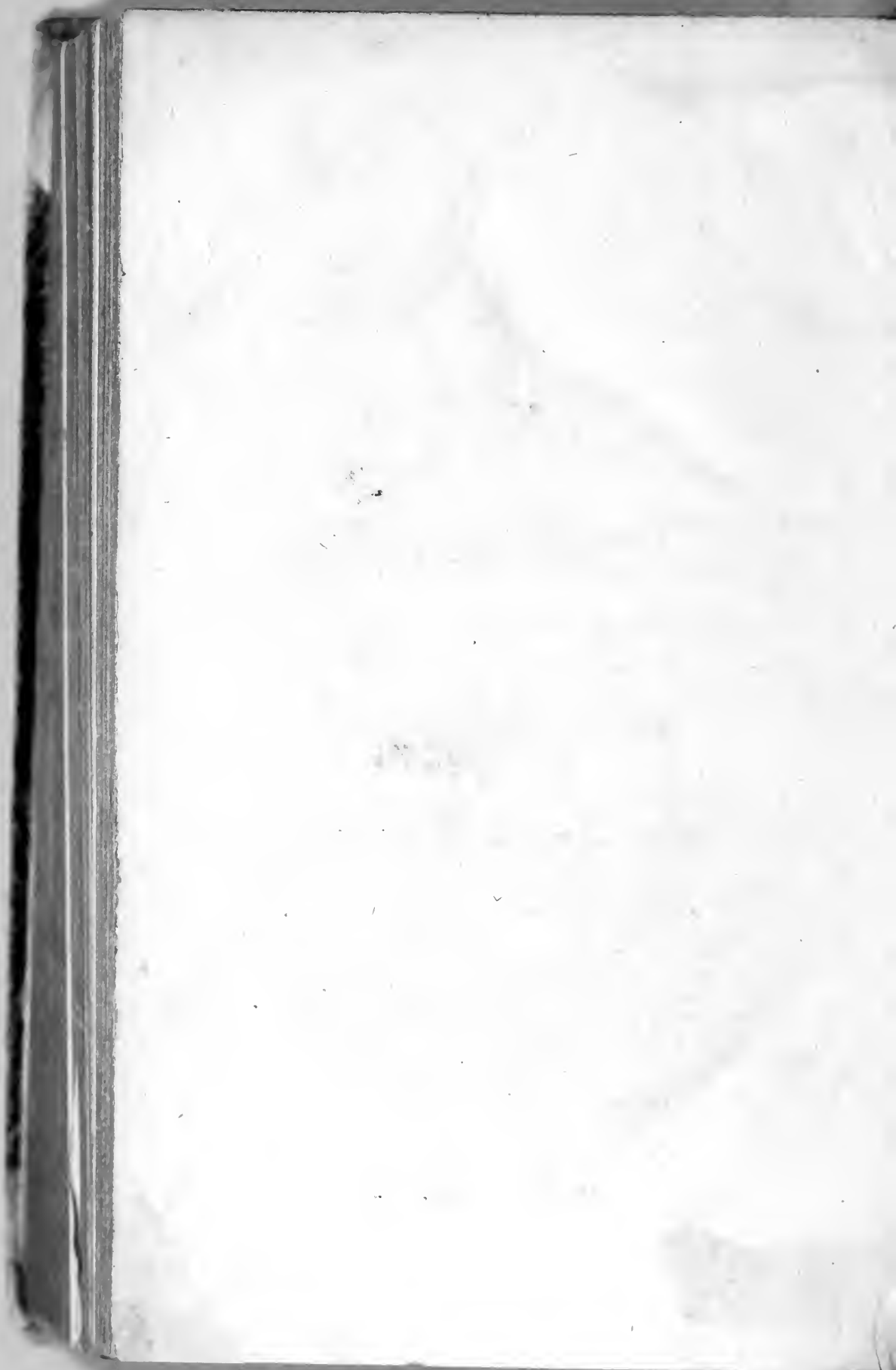
(1) L'avis expédié par le Ministre aux Etats-Unis, n'aura pu produire d'autre effet, puisque la dépêche confirme qu'il ne sera pas permis aux Américains de prendre des denrées coloniales en échange de leurs farines.

223

## CORRESPONDANCE

DE M. le Marquis DU CHILLEAU,  
Gouverneur-Général de St-Domingue,  
avec M. le Comte DE LA LUZERNE,  
Ministre de la Marine, & M. DE  
MARBOIS, Intendant de Saint-Do-  
mingue, relativement à l'introduction  
des farines étrangères dans cette  
Colonie;

*REMISE à MM. les DÉPUTÉS de  
Saint-Domingue, d'après la demande  
de M. le PRÉSIDENT de l'Assemblée  
Nationale, en date du 16 Septembre  
1789.*



E-71  
L651d  
1-1

Inst

8/30

